



En couverture

ECOLE

La réussite se joue dans l'enfance

Les bons résultats scolaires se construisent entre 0 et 10 ans, quand les capacités d'apprentissage sont au maximum. Pour enrayer la baisse du niveau des élèves et la spirale de l'inégalité des chances, il faut donc mettre le paquet sur le primaire, la maternelle et même les crèches.

A moins de deux mois de l'élection présidentielle, on entend bien peu les candidats sur l'école. Droite, gauche : chacun récite ses classiques sans beaucoup d'imagination, et aucune proposition ne passe le mur du son (*lire page 70*). Pourtant, l'éducation, premier budget de l'Etat, socle de la nation, est un sujet de société au premier rang des préoccupations des Français. Car, ils le savent, l'école fabrique, dès tout petits, l'avenir de leurs enfants, redresse ou perpétue les inégalités de destin. Et ils sont inquiets de voir le système éducatif se dégrader. Ainsi, dans notre enquête auprès de 10000 Français menée l'été dernier avec Harris Interactive, près de la moitié d'entre eux considèrent que la France est « en déclin », avec pour première cause « l'abaissement du niveau scolaire des élèves ». Pour 62% des sondés, « investir davantage dans l'école et la formation » est une priorité, bien avant « augmenter le pouvoir d'achat » (54% des interrogés) et « mieux maîtriser l'immigration » (53%).

Une inquiétude à la mesure de l'enjeu. L'éducation a un rôle plus que jamais central pour former les travailleurs de demain. « Nous sommes entrés dans l'économie de la connaissance et le niveau de formation du plus grand nombre, pas seulement des élites, est crucial si la France veut conserver son rang dans la compétition mondiale », analysait le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux lors de l'université d'été du mouvement patronal, fin août. L'école a aussi pour mission, plus que jamais sensible, d'instruire des citoyens éclairés. « Les recherches montrent que le niveau d'abstention des Français de 18 à 25 ans lors des élections est lié à leurs niveaux de compétences en français et mathématiques », indiquait Nathalie Mons, sociologue spécialiste des politiques éducatives, dans *Télérama* en 2017.

Système éducatif en panne
 Or la France ne sait plus – ou mal – faire apprendre ses enfants. A preuve la dernière livraison, en 2018, des tests Pisa réalisés par l'OCDE tous les quatre ans depuis 2003 dans 79 pays auprès d'élèves de 15 ans : la patrie de Jules Ferry,

Près de la moitié des Français considèrent que la France est « en déclin », avec pour première cause « l'abaissement du niveau scolaire des élèves ».

Enquête Harris Interactive pour Challenges
 menée auprès de 10000 personnes en juillet 2021.

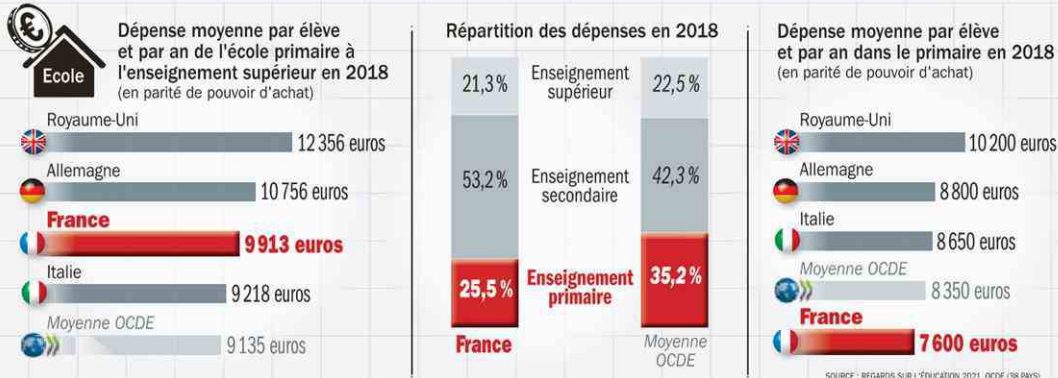
en déclin constant, obtient juste la moyenne, au-delà du 20^e rang (*voir graphiques page 60*). Loin derrière le Japon, la Corée, le Canada, la Finlande, la Pologne, le Royaume-Uni, l'Allemagne. Médiocre pour le pays des Lumières, septième puissance mondiale. Pire, le seul classement où la France atteint le Top-10... est celui des inégalités scolaires, l'un des pays où l'origine sociale détermine le plus les performances de ses écoliers, à l'instar de la Bulgarie ou du Pérou. Indigne pour une République qui a inscrit sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » sur le fronton de ses écoles. Ces mauvaises performances à 15 ans viennent en fait de carences accumulées bien avant (*voir ci-contre*). L'enquête internationale Pirls montre que l'aisance de lecture des petits Français de 10 ans n'a cessé de reculer en quinze ans (de 2000 à 2016) alors que celle de leurs camarades des autres pays développés s'améliorait. Et en mathématiques, c'est calamiteux : dans l'enquête Timms (2019), notre niveau a chuté en douze ans au point que nous sommes devenus les cancras de l'Europe. Une humiliation pour la patrie de Molière et de Poincaré. Le déclin est spectaculaire. ►►



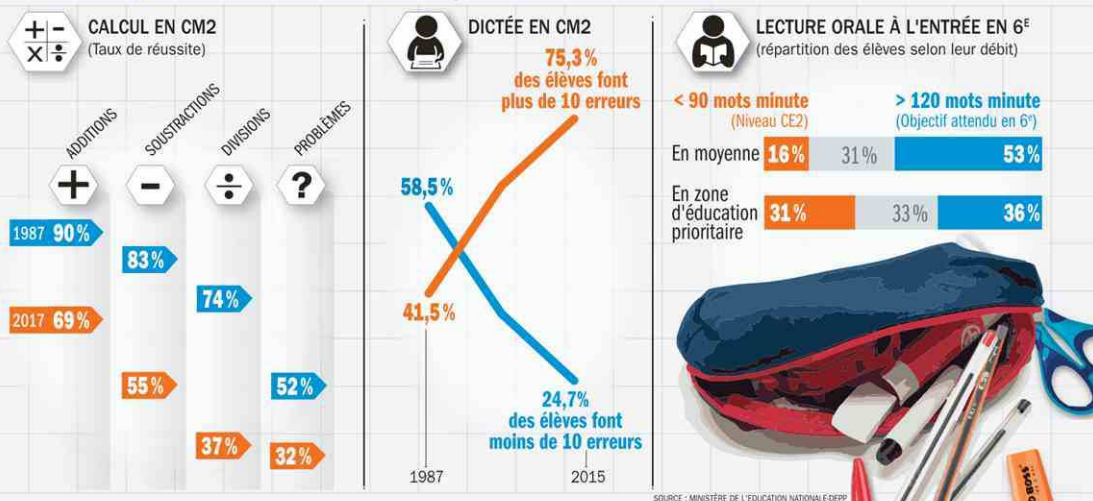


► 17 février 2022 - N°730

► **La France n'investit pas assez dans l'école primaire...**



► **... les petits écoliers français décrochent**



► **... et sont en retard par rapport aux autres**

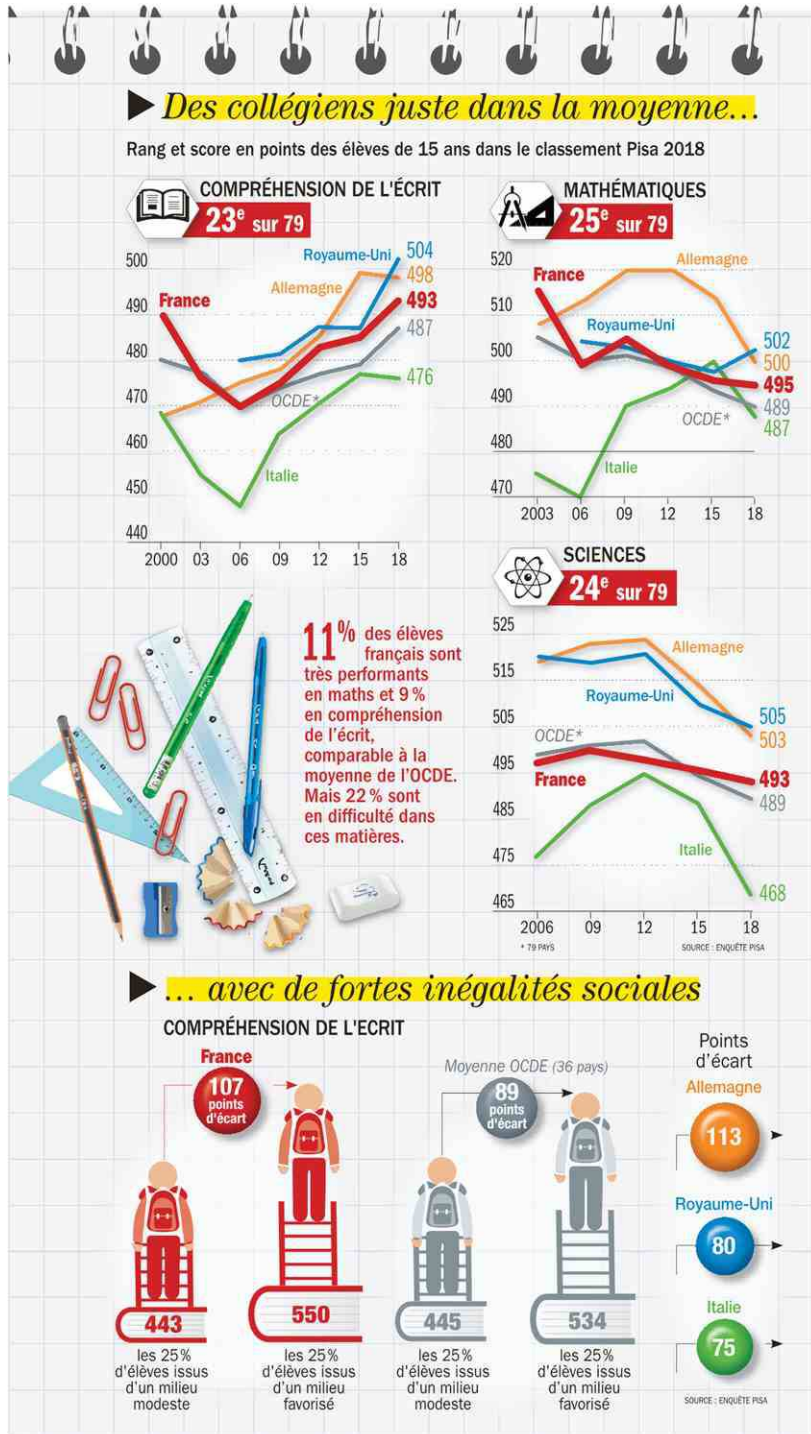


► **3%** seulement atteignent un niveau avancé. 15% n'ont pas les connaissances élémentaires en mathématiques.





► 17 février 2022 - N°730



►►► En 2017, seul 1% des élèves de CM2 atteignaient, en mathématiques, le seuil qui permettait de faire partie des 10% les meilleurs trente ans auparavant. En 2019, il n'y a qu'un écolier sur cinq en fin de primaire capable de réutiliser les notions de maths vues en classe dans des situations de la vie courante. Pas mieux en français : près de la moitié des élèves entrant en sixième peinent à lire de façon fluide à haute voix.

Les causes de cet effondrement sont multiples, cumulatives, et l'école ne saurait être seule incriminée. Ainsi, l'OCDE souligne que la France est l'un des pays où la ségrégation sociale est la plus forte, avec ses banlieues ghettos où se concentrent les populations immigrées pauvres. Précarisation de l'emploi, multiplication des parents solo : les situations familiales difficiles hypothèquent aussi lourdement les trajectoires scolaires. Et d'aucuns, comme le chercheur en neurosciences Michel Desmurget, accusent la prolifération des écrans, qui accaparent les enfants de plus en plus jeunes, « fabriquant des crétiens digitaux ».

« **Pas de fatalité** »

Cependant, ces facteurs n'expliquent pas pourquoi la France est si en retard face à des pays qui nous ressemblent, comme le Royaume-Uni, et pourquoi elle ne parvient pas à se relever quand d'autres, confrontés à un semblable « choc Pisa », ont su redresser la barre, tels l'Allemagne, la Pologne, le Portugal. « *Il n'y a pas de fatalité*, martèle Stanislas Dehaene, neuropsychologue à la tête du Conseil scientifique de l'Éducation nationale, chargé de conseiller le ministère. *Et les expériences étrangères comme les recherches scientifiques nous indiquent la voie : il faut une mobilisation tournée vers la petite enfance et les familles défavorisées. C'est là que les efforts sont les plus productifs.* »

De fait, les études de neurosciences révèlent que, si l'on peut évidemment s'instruire tout au long de sa vie, c'est dans la prime enfance, quand le cerveau se configure, qu'on apprend le plus vite et le mieux (*lire page 62*). Les inégalités se cristal-



lisent donc à un âge très précoce. A 4 ans, un enfant issu d'un milieu social défavorisé a ainsi entendu 30 millions de mots de moins qu'un enfant issu d'un milieu favorisé. Pour ceux qui sont du mauvais côté de la barrière, arrivés au collège, il est déjà trop tard. On sait que 80% des décrocheurs, qui abandonnent leur scolarité prématurément sans diplôme (100 000 en 2019), étaient déjà en difficulté en CP.

Moins d'élèves par classe

Les experts en éducation sont donc unanimes : il faut mettre le paquet sur les petites classes. Les maternelles pour consolider le langage, clé pour tous les autres apprentissages. Les primaires pour maîtriser les fondamentaux : lire, écrire, compter. Tout le contraire de ce qu'a fait la France qui, si elle investit massivement dans son éducation (5,3% de son PIB, soit 122 milliards d'euros, dans le haut de la moyenne de l'OCDE), a trop longtemps négligé le cycle primaire et privilégié le secondaire, misant sur le lycée. Les priorités ont été inversées lors du quinquennat de François Hollande. Et Emmanuel Macron, qui a mené campagne en 2017 sur le thème de la lutte contre l'inégalité des chances, convaincu qu'il faut la « prendre à la

Journal de rentrée à l'école maternelle Berthelot, à Colombes. Les experts en éducation sont unanimes : il faut investir en masse dans les petites classes. Les maternelles pour consolider le langage, clé des apprentissages. Les primaires pour maîtriser les fondamentaux : lire, écrire, compter. Tout le contraire de ce qu'a fait la France.

racine », a accéléré le mouvement. Son ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a fait du primaire « la mère de toutes les batailles ». Avec pour mesure phare le dédoublement des classes de CP, de CE1 et de grande section de maternelle dans les écoles en zone d'éducation prioritaire. Depuis 2019, le gouvernement s'est aussi engagé à limiter l'effectif à 24 dans toutes les classes pour ces trois niveaux « charnière ». L'effort est réel : entre 2013 et 2021, le retard de dépense par élève dans les maternelles et primaires a été réduit, passant de -15% à -9% par rapport à la moyenne OCDE. « Il était temps ! » salue Eric Charbonnier, analyste éducation de l'institution internationale. *Mais ça ne fait que rattraper un peu l'immense retard accumulé.* Encourageants, les résultats du dédoublement se révèlent cependant un peu décevants (lire page 68). Il faudra du temps pour bénéficier de ses effets, retardés aussi par les confinements dus au Covid, même si le ministre a insisté pour maintenir au maximum les écoles ouvertes. « Pour délivrer son plein potentiel, le dédoublement ne s'est pas suffisamment accompagné d'innovations pédagogiques », regrette Eric Charbonnier. *Pour réussir, il faut*

que les enseignants suivent, il est nécessaire de moderniser et de revaloriser leur métier. » Même si le ministère a un peu musclé les formations et lâché quelques primes, la profession, très mal payée, déclassée, n'attire plus les meilleurs talents (lire page 74).

Petite enfance, l'angle mort

Du coup, la Cour des comptes dressait encore, en décembre dernier, un diagnostic sévère de l'école, pointant que, malgré l'accroissement des moyens, les évaluations des acquis des élèves n'ont pas montré de gros progrès. Peut-être parce qu'il faudrait porter l'effort aussi plus en amont dans l'échelle des âges ? Car s'il y a un domaine où la France n'a pas rattrapé son retard, c'est dans la prise en charge des tout-petits, de 0 à 3 ans. Or, selon le Prix Nobel d'économie américain James Heckman, « l'investissement intensif dans des programmes de préscolarisation avant 3 ans et d'accompagnement des jeunes parents est le plus rentable ». A la pointe il y a vingt ans, l'Hexagone s'est fait, depuis, largement distancer. Notamment, et ce n'est pas un hasard, par ces pays asiatiques (Japon, Corée) ou nordiques (Finlande, Suède) qui brillent aux tests PISA. Il manque cruellement des places en crèches, et elles sont peu ouvertes aux familles modestes dont les enfants profiteraient pourtant le plus d'un accueil en collectivité (lire page 64).

Sensibilisé à ce sujet par Boris Cyrulnik (lire interview page 66), Emmanuel Macron a placé le médiatique neuropsychiatre à la tête de la Commission des 1 000 premiers jours du développement de l'enfant, qui a rendu son rapport en septembre 2020. Mais depuis, il ne s'est pas passé grand-chose, comme l'a reconnu le chef de l'Etat dans un discours le 6 janvier, où il a indiqué que la politique de la petite enfance restait une « ambition à construire »... Pour un second mandat ? Avis aux candidats à la présidentielle en recherche d'idées : investir dans la réussite des enfants de 0 à 12 ans est le levier le plus efficace pour améliorer l'avenir de la France dans trente ans.

Gaëlle Macke ►

